



Conseil de sécurité

Distr. générale
20 avril 2021
Français
Original : anglais

Lettre datée du 19 avril 2021, adressée au Secrétaire général et aux Représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par le Président du Conseil de sécurité

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte des exposés présentés par M. Martin Griffiths, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, et M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, ainsi que des déclarations faites par les représentantes et les représentants de la Chine, de l'Estonie, de la France, de l'Inde, de l'Irlande, du Kenya, du Mexique, du Niger, de la Norvège, de la Fédération de Russie, de Saint-Vincent-et-les Grenadines, de la Tunisie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des États-Unis d'Amérique et du Viet Nam, à l'occasion de la visioconférence portant sur « La situation au Moyen-Orient (Yémen) », tenue le jeudi 15 avril 2021. Une déclaration a été également faite par le représentant du Yémen.

Conformément à la procédure décrite dans la lettre du 7 mai 2020, adressée aux représentantes et représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par le Président du Conseil de sécurité (S/2020/372), qui a été convenue en raison des circonstances exceptionnelles créées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le texte des exposés et des déclarations sera publié en tant que document du Conseil de sécurité.

Le Président du Conseil de sécurité
(Signé) **Dang Dinh Quy**



Annexe I**Exposé de M. Martin Griffiths, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen**

Qu'il me soit permis, avant de commencer, de présenter mes vœux les plus chaleureux au peuple yéménite et aux musulmans du monde entier pour le mois sacré de ramadan. *Ramadan karim.*

Pour nombre de Yéménites, le conflit a changé la façon dont ils envisagent leur vie et leur avenir. Dans de nombreuses régions du pays, une génération d'enfants souffre d'une scolarisation sporadique voire inexistante. L'emploi est trop souvent partiel ou manquant. Les institutions de l'État, essentielles à la prestation des services de base, ont subi des années d'attrition. Les problèmes rencontrés pour l'importation de carburant font augmenter le prix des produits de première nécessité. Dans certaines régions du Yémen, l'électricité est un combat du quotidien. Et, comme nous le dira Mark Lowcock, le peuple yéménite est de nouveau à la merci de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Six années ont passé et – pour le peuple yéménite, c'est aussi grave que le reste – personne ne sait quand cette tragédie pourrait prendre fin.

La fin de cette guerre est l'aspiration simple et sincère de tous les Yéménites qui ont été interrogés ou consultés ou qui participent d'une quelconque manière au dialogue national autour de la guerre. Il est très probable que ce type de consensus populaire massif en faveur de la paix soit observé dans tous les conflits. Le peuple est toujours un fervent partisan de la paix. En cela, le Yémen n'est pas différent des autres pays accablés par un conflit.

Mais, à deux autres égards, en l'occurrence, le Yémen est différent. Premièrement, la communauté internationale, telle que l'incarne le Conseil de sécurité, est unie. Je suis reconnaissant au Conseil d'avoir maintenu le Yémen au premier rang de ses priorités et d'avoir toujours délivré un message central, clair et cohérent : la seule issue à ce conflit passe par un règlement politique négocié.

De manière générale, il est également vrai qu'il existe une convergence d'intérêts diplomatiques en faveur de la fin de la guerre et d'un dénouement politique. Depuis notre dernière réunion (voir S/2021/266), je me suis rendu à Mascate, à Amman, à Riyad, à Abou Dhabi et à Berlin. Dans toutes ces capitales, j'ai discuté en détail de nos efforts en cours pour mettre fin à la guerre au Yémen. Et à chaque fois, j'ai constaté au minimum un consensus favorable – et, tout aussi souvent, un rôle actif – à l'appui des quatre points sur lesquels nous recherchons un accord entre les parties. L'unité du Conseil de sécurité est donc renforcée par l'unanimité diplomatique et par les actions spécifiques de certains États Membres primordiaux. Ils se reconnaîtront, et je les en remercie profondément.

Sur un dernier point, peut-être le plus important, il y a des raisons d'espérer : la manière dont il est possible de mettre fin à la guerre est connue, et ses principaux volets sont fréquemment abordés avec les parties. Nous disposons de ce que mon homologue Tim Lenderking appelle « un plan équitable ». Il s'agit d'un plan qui privilégie l'action humanitaire, car nous savons que c'est ce dont le peuple a besoin. Il s'agit d'un plan qui tire les enseignements de l'expérience des accords antérieurs. C'est pourquoi il n'est pas question de cessez-le-feu partiel, mais uniquement d'un cessez-le-feu à l'échelle nationale ; c'est pourquoi il n'est pas question d'accord sans préparation adéquate, car nous sommes prêts à mettre immédiatement en œuvre les décisions prises ; et c'est pourquoi il faut convenir d'une date précise pour lancer ce processus politique crucial. Tout ce qu'il faut à présent, c'est que les parties acceptent cet accord. C'est tout.

La nécessité urgente de progresser vers un règlement pacifique rend d'autant plus préoccupante la poursuite de la violence sur le terrain. Mareb reste le principal centre de gravité du conflit. Les combats dans la région présentent une fois de plus de dangereux signes d'escalade. Les déplacés, de même que les communautés locales, sont en première ligne. Je m'alarme également des informations faisant état de multiples attaques aux drones et aux missiles balistiques menées par Ansar Allah contre le territoire saoudien au cours de la semaine écoulée, et notamment contre des installations civiles.

À Hodeïda, la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda (MINUAAH) a engagé des discussions intensives avec les parties autour de la reprise des activités sous l'égide du Comité de coordination du redéploiement et du rééquilibrage de la présence de la MINUAAH pour qu'elle soit accessible aux deux parties, à égalité. J'espère que ces discussions vont dans le bon sens. Cela contribuerait considérablement à redynamiser les efforts visant à maintenir le calme à Hodeïda et à mettre en œuvre l'Accord conclu à Stockholm.

À Taëz, les combats s'intensifient et les tensions continuent de monter. La population civile de la ville continue de subir le pire du conflit et de ses incidences sur les services de base et la liberté de circulation. Comme nombre de régions du pays, Taëz est également touchée par une résurgence alarmante de la COVID-19. Les principales routes de Taëz sont fermées depuis plusieurs années, ce qui a de terribles conséquences sociales et économiques pour la population.

Ce que je viens de décrire ne donne qu'un petit aperçu des effets de la guerre. Écouter les femmes yéménites nous permet de mieux comprendre les histoires souvent méconnues de ce conflit. Mon bureau vient de terminer une deuxième consultation numérique avec des femmes yéménites représentant plusieurs gouvernorats. Elles ont mis en exergue l'érosion du tissu social, la marginalisation politique et les conséquences humanitaires les plus lourdes de cette guerre, dont les plus graves frappent souvent les femmes et les filles.

Ces effets terribles sont bien plus marquants que ce que je pourrais espérer rendre dans un exposé. Mais je voudrais offrir un certain encouragement en évoquant ce que l'accord signifie pour le peuple yéménite et la manière dont il contribuera immédiatement à atténuer ses souffrances. On me pardonnera à cet égard de nourrir quelque espoir.

D'abord, les armes se tairont ; les routes longtemps bloquées par les lignes de front s'ouvriront et les marchandises, humanitaires d'abord, pourront passer ; les personnes pourront circuler librement, les enfants pourront aller à l'école sans entrave et les travailleurs pourront franchir ces lignes pour retourner sur leur lieu de travail.

Deuxièmement, les obstacles qui empêchent les navires d'entrer dans le port de Hodeïda seront levés, ce qui permettra à ceux qui transportent du carburant et d'autres produits essentiels d'accoster et de décharger leur cargaison. Les recettes issues de ces navires seront versées à la Banque centrale du Yémen à Hodeïda et serviront à payer les traitements des fonctionnaires.

Troisièmement, les vols vers des destinations internationales et nationales reprendront de l'aéroport de Sanaa, les étudiants rentreront chez eux et les malades se déplaceront facilement pour recevoir un traitement médical.

Quatrièmement, et je l'espère réellement, les parties pourraient accepter de libérer les personnes toujours emprisonnées du fait de la guerre pour que les familles puissent enfin se retrouver. Je suis profondément alarmé par la situation des journalistes yéménites emprisonnés, en particulier les 15 qui le sont à Sanaa depuis

2015, qui risquent la peine de mort. Je me félicite que les parties aient récemment annoncé leur intention de libérer tous les détenus. Je les exhorte à tenir leurs engagements pour soulager les milliers de familles qui attendent leurs proches.

Ces événements et ces arrangements permettront de normaliser la vie, qui ressemble trop souvent à un espoir cruel pour le peuple yéménite. Nous devons, ensemble, exhorter les parties à ne pas décevoir et à libérer au contraire le Yémen de son sort tragique.

Annexe II

Exposé de M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence

La situation au Yémen, qui est déjà la pire crise humanitaire au monde, est en train de s'aggraver rapidement. Au cours des dernières semaines, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) est revenue au galop. Une nouvelle vague d'infections dévastatrice a plus que doublé le nombre de cas confirmés en à peine six semaines.

Beaucoup plus de personnes tombent malades, y compris des médecins, des infirmiers et des travailleurs humanitaires, même si les mécanismes de signalement ne rendent compte que d'une petite partie des cas. Les hôpitaux et les installations sanitaires refusent de plus en plus de monde parce qu'ils n'ont plus de place ou manquent de fournitures.

Les organismes d'aide font tout ce qu'ils peuvent pour aider, y compris en intensifiant la surveillance, les campagnes d'information et de dépistage, et la fourniture d'articles essentiels tels que le carburant et les médicaments. Nous collaborons également avec le Gouvernement sur la question des vaccins. La première cargaison envoyée dans le cadre du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins est arrivée à Aden il y a deux semaines ; il s'agit d'environ 360 000 doses, que le Gouvernement est en train de distribuer avec l'aide de l'UNICEF et de l'Organisation mondiale de la Santé. Par ailleurs, 1,6 million de doses supplémentaires sont attendues au cours des prochains mois.

Mais actuellement, le virus évolue si rapidement que nous ne pouvons suivre le rythme. Les vaccins ne suffiront pas à endiguer la deuxième vague. Nous avons un besoin urgent de ressources supplémentaires pour renforcer le traitement, le suivi et d'autres activités qui permettront d'atténuer l'impact de la pandémie.

Cette deuxième vague arrive à un moment où une famine à grande échelle risque toujours de s'abattre sur le pays. Des dizaines de milliers de personnes sont déjà en train de mourir de faim, et 5 millions de personnes supplémentaires sont à un doigt de les suivre. Pour stopper cette catastrophe, nous devons agir d'urgence dans cinq domaines : la protection des civils, l'accès humanitaire, le financement, l'appui à l'économie, et le progrès sur la voie de la paix.

Commençons par la protection des civils, qui est une exigence en vertu du droit international humanitaire. Le mois de mars a été le plus meurtrier pour les civils depuis le début de l'année. Plus de 200 civils sont morts ou ont été blessés du fait des hostilités. Cela représente sept victimes civiles par jour. Près de 350 maisons ont par ailleurs été endommagées ou détruites, et 10 camps accueillant des personnes déplacées ont été touchés.

Environ un quart des victimes civiles ont été recensées à Mareb et dans ses alentours, où les forces d'Ansar Allah poursuivent une offensive militaire qui a déjà déplacé plus de 20 000 personnes. Un grand nombre des déplacés avaient déjà fui la guerre au moins une fois. L'offensive à Mareb représente une grave menace pour des millions de personnes, dont plus d'un million de personnes déplacées qui étaient venues se mettre en sécurité dans une des dernières oasis de stabilité au Yémen. Les hostilités à Mareb ont également provoqué des escalades ailleurs, notamment à Taëz et Hodeïda, entraînant de lourdes pertes civiles.

Toutes les parties doivent s'efforcer, dans le cadre de leurs opérations militaires et en toutes circonstances, d'épargner les civils et les biens de caractère civil. Si les combats continuent, les organismes d'aide s'attendent à ce que des dizaines de

milliers de personnes supplémentaires fuient, ce qui serait extrêmement dangereux alors que la COVID-19 fait rage dans le pays. En outre, cela augmentera la pression sur les organismes d'aide, qui luttent déjà pour éviter la famine et répondre à d'autres besoins avec des ressources insuffisantes.

Ma deuxième observation concerne l'accès humanitaire, qui est également une exigence au regard du droit international humanitaire. Les organismes humanitaires sont en train d'étendre rapidement leur présence à Mareb pour venir en aide aux personnes touchées par la récente escalade. Des vols réguliers de l'ONU à destination de Mareb ont également été approuvés et débiteront prochainement. Le Gouvernement et la coalition collaborent avec nous pour les faciliter. Le Gouvernement a par ailleurs récemment débloqué des biens humanitaires qui étaient bloqués en douane à Aden, ce dont il convient de se féliciter.

Néanmoins, les obstacles bureaucratiques à l'action humanitaire demeurent un problème de taille au Yémen. Sur la côte ouest, les autorités locales dans les zones contrôlées par le Gouvernement ont récemment imposé des réglementations qui exigent des permis de déplacement et d'autres formalités de la part des organismes d'aide. Ces réglementations ont été adoptées de façon autonome sans l'accord du Gouvernement et ont quasiment gelé l'acheminement de l'aide dans cette région. Elles ont été suspendues pour le ramadan, ce qui est un bon début. Nous espérons qu'elles seront complètement levées. Le Gouvernement nous soutient sur ce point.

Dans le nord, nous continuons de collaborer avec Ansar Allah à tous les niveaux afin d'accélérer les améliorations constatées l'année dernière sur des questions clés telles que l'enregistrement biométrique, les évaluations et l'approbation des projets. Ces améliorations ont pour la plupart tenu, mais on n'a pas enregistré de nouveaux progrès. Cela reste une priorité importante pour les organismes et les donateurs.

En ce qui concerne le pétrolier *FSO SAFER*, un accord devrait bientôt être conclu pour sortir de l'impasse concernant les arrangements logistiques et pratiques relatifs à la mise en œuvre du plan de mission convenu. L'ONU s'est montrée aussi souple que possible durant ces négociations parce que nous avons hâte de commencer. Si les dirigeants d'Ansar Allah acceptent d'aller de l'avant, comme leurs récentes déclarations semblent l'indiquer, l'équipe d'évaluation des Nations Unies pourrait arriver d'ici début juillet.

Ma troisième observation concerne le financement des opérations d'aide. L'accroissement du financement du plan d'intervention de l'ONU est le moyen le plus rapide et le plus efficace de sauver des millions de vies. Actuellement, les organismes viennent en aide à environ 9 millions de personnes chaque mois, contre près de 14 millions il y a un an, et ce en raison du déficit de financement. Le 1^{er} mars, le monde a promis de mobiliser 1,7 milliard de dollars pour financer l'action humanitaire au Yémen cette année. C'est moins de la moitié de ce dont nous avons besoin. À ce jour, près de la moitié des contributions annoncées ont été versées. Le plan d'intervention de l'ONU n'est pour le moment financé qu'à hauteur d'environ 22 %. En l'absence de fonds supplémentaires, des millions de Yéménites seront condamnés à mort cette année. J'appelle les donateurs à verser immédiatement les contributions en suspens et à augmenter leur appui. Il sera essentiel de fournir une aide soutenue tout au long de l'année pour éviter la famine, intensifier la lutte contre la COVID-19 et répondre à d'autres besoins aigus.

Ma quatrième observation concerne l'effondrement économique du Yémen, qui contribue largement au risque de famine. Comme je l'ai dit par le passé, deux mesures immédiates peuvent être prises pour juguler cet effondrement dès maintenant. La première consiste à renforcer la devise. Le cours du rial reste historiquement bas, ce qui signifie que des millions de personnes supplémentaires ne peuvent se permettre

d'acheter des aliments ou d'autres articles essentiels, qui sont presque tous importés. Les injections de devises étrangères par le biais de la Banque centrale ont stabilisé le rial par le passé. Elles doivent être renouvelées. Le Gouvernement est déterminé à collaborer à cette fin avec les partenaires du Yémen.

La deuxième mesure suppose de veiller à ce que des quantités suffisantes d'importations commerciales continuent d'entrer par tous les ports. Le mois dernier, j'ai exprimé ma préoccupation après que les importations commerciales de pétrole via le port de Hodeïda soient tombées à zéro. Cette chute a provoqué de graves pénuries de carburant, principalement dans le nord. Le carburant est un produit absolument essentiel. Il est nécessaire pour pomper de l'eau potable, faire fonctionner les systèmes d'assainissement et transporter les malades à l'hôpital.

Alors que la COVID-19 fait de nouveau rage dans le pays, un approvisionnement fiable en carburant est plus important que jamais. Il y a plusieurs semaines, le Gouvernement a autorisé quatre navires commerciaux transportant 75 000 tonnes de carburant, soit l'équivalent d'environ deux semaines d'importations de carburant, à accoster au port de Hodeïda. Il s'agit des premiers navires ravitailleurs à entrer dans le port depuis janvier. Mardi, le Gouvernement a également annoncé que trois autres navires transportant 90 000 tonnes supplémentaires de carburant se verraient accorder le feu vert. Ce sont des mesures, dont on ne peut que se féliciter, qui atténueront certaines des pénuries les plus immédiates. Mais le problème de fond demeure, à savoir un différend politique entre les parties sur la gestion des recettes des importations.

Tant que ce différend ne sera pas résolu, les Yéménites seront pris dans un cycle de pénuries de carburant qui feront grimper les prix des denrées alimentaires, de l'eau, des transports et de tout le reste, tout en réduisant les services de base. Les Yéménites n'ont pas les moyens pour faire face à ce cycle, d'autant plus que la famine et la COVID-19 sévissent dans le pays. J'appelle les parties à trouver une solution viable et durable qui garantira un approvisionnement en carburant fiable et abordable dans tout le pays.

Ma dernière observation concerne les progrès sur la voie de la paix. La guerre est le principal facteur de la misère que nous voyons aujourd'hui. Je soutiens fermement Martin Griffiths dans ses efforts pour négocier un cessez-le-feu national, pas seulement à Mareb, mais dans tout le pays, ainsi que pour relancer le processus politique. La seule façon de mettre fin à la crise au Yémen est de mettre fin à la guerre.

Annexe III**Déclaration de M. Geng Shuang, Représentant permanent adjoint de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : chinois et anglais]

Je remercie l'Envoyé spécial, Martin Griffiths, et le Secrétaire général adjoint, Mark Lowcock, de leurs exposés. La Chine apprécie à leur juste valeur les efforts inlassables que déploie l'ONU pour faire avancer le processus de paix au Yémen et mener des opérations de secours humanitaire.

L'Arabie saoudite a récemment présenté une initiative de paix pour régler la question yéménite et Oman a intensifié ses efforts pour promouvoir les pourparlers de paix. La réunion des hauts responsables en format P5+4, réunissant les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne, la Suède, le Koweït et l'Union européenne, s'est tenue dernièrement à Berlin, renforçant la dynamique en faveur d'un règlement politique de la question yéménite.

Dans le même temps, nous avons vu que les affrontements militaires à Mareb continuent de s'intensifier, que les civils et les infrastructures civiles saoudiens font toujours l'objet d'attaques et que la crise humanitaire au Yémen perdure. La dynamique positive observée jusqu'à présent n'a pas encore débouché sur un processus politique véritable permettant d'améliorer fondamentalement la situation sur le terrain ou d'alléger sensiblement les souffrances du peuple yéménite.

Si nous voulons régler la question yéménite, nous devons nous appuyer sur des moyens politiques et diplomatiques. Les progrès enregistrés dans le règlement de problèmes difficiles tels que la Libye et le Soudan ces dernières années ont montré qu'avec la ferme volonté de toutes les parties, la médiation de l'ONU et l'appui de la communauté internationale, nous pouvons trouver une solution qui tienne compte des préoccupations de toutes les parties, quelle que soit la complexité ou la difficulté de la situation.

La Chine salue la nouvelle initiative de l'Arabie saoudite et apprécie les mesures qu'elle a prises pour apaiser la situation au Yémen. Nous espérons que les parties concernées y répondront positivement et entameront rapidement un dialogue et des négociations sur le contenu spécifique de l'initiative. La Chine est favorable à ce que le Conseil de sécurité se fasse entendre sur cette question afin d'appuyer les efforts diplomatiques.

Le règlement de la question yéménite passe par la participation des pays de la région. La Chine salue les efforts déployés par Oman et d'autres pays de la région pour promouvoir les pourparlers de paix. Nous espérons que les pays qui ont une influence sur les parties au conflit au Yémen continueront à jouer un rôle important. Le mois dernier, le Conseiller d'État et Ministre des affaires étrangères, Wang Yi, a proposé une initiative en cinq points pour parvenir à la paix et à la stabilité au Moyen-Orient. Cette initiative, dans laquelle les pays et les populations de la région sont appelées à jouer un rôle central, vise à promouvoir un règlement politique du dossier yéménite ainsi que d'autres questions brûlantes. La Chine invite les pays de la région à renforcer le dialogue et à œuvrer continuellement à l'amélioration du climat de sécurité dans la région, afin de créer des conditions favorables au rétablissement de la paix au Yémen.

Pour régler la question yéménite, la priorité doit être donnée aux besoins humanitaires. La communauté internationale doit accroître l'aide humanitaire au Yémen et les donateurs doivent honorer leurs engagements le plus rapidement possible. Toutes les parties au conflit doivent garantir un accès humanitaire sûr et sans entrave

afin que les fournitures humanitaires parviennent sans encombre aux personnes qui en ont besoin. Elles doivent également garantir l'accès aux denrées alimentaires, au pétrole et aux autres produits importés. La Chine note que le Gouvernement yéménite a autorisé l'entrée de quatre pétroliers dans le port de Hodeïda et espère que cela permettra de remédier à la pénurie locale d'énergie.

Il est urgent de résoudre le problème du pétrolier *FSO SAFER*. Nous appelons les houthistes à maintenir la communication avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, à confirmer les dispositions logistiques pertinentes dans les délais prescrits et à aider l'équipe technique à monter à bord du navire pour effectuer les inspections et les réparations dans les plus brefs délais, afin d'éviter une catastrophe économique, humanitaire et environnementale marine.

Au fil des ans, la Chine a fourni une grande quantité d'aide alimentaire au Yémen et signé des accords de coopération économique et technique avec le Gouvernement yéménite. Nous continuerons d'offrir au Yémen du riz et des fournitures médicales afin de contribuer à l'allègement des souffrances du peuple yéménite.

Annexe IV

Déclaration de M. Sven Jürgenson, Représentant permanent de l'Estonie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je remercie l'Envoyé spécial, Martin Griffiths, et le Secrétaire général adjoint, Mark Lowcock, de leurs exposés.

L'Estonie partage la profonde inquiétude suscitée par la poursuite de l'escalade militaire au Yémen, car elle sape les efforts déployés par l'ONU pour parvenir à un règlement politique et aggrave la crise humanitaire. Nous appelons toutes les parties à désamorcer immédiatement la situation et à mettre fin aux hostilités, notamment l'assaut des houthistes sur Mareb et les attaques transfrontières contre le territoire de l'Arabie saoudite. Nous exhortons également toutes les parties à s'abstenir d'attaques aveugles contre des objets civils, car elles constituent une violation du droit international humanitaire.

Les combats ont entraîné une hausse rapide des besoins humanitaires dans plusieurs régions, en raison des milliers de familles nouvellement déplacées, notamment dans la province de Mareb. Cinq millions de personnes dans le pays sont déjà au bord de la famine, et le nombre de cas de maladie à coronavirus (COVID-19) est en forte augmentation, alors que la moitié seulement des établissements de santé du pays fonctionnent.

Dans ce contexte, nous saluons la décision prise récemment par le Gouvernement yéménite d'autoriser l'entrée de quatre navires ravitailleurs dans le port de Hodeïda, ainsi que celle du Royaume d'Arabie saoudite concernant l'octroi au Gouvernement yéménite d'une aide en carburant d'une valeur de 422 millions de dollars. Toutefois, afin d'améliorer la grave situation humanitaire que connaît le pays, des mesures supplémentaires sont nécessaires, notamment une solution durable pour lever les obstacles à l'importation de carburant et d'articles commerciaux.

Nous appelons également toutes les parties à protéger les civils, en particulier ceux qui se trouvent dans les situations les plus vulnérables, notamment les personnes déplacées, les femmes et les filles. Nous sommes préoccupés par les informations faisant état d'une répression systématique des journalistes, de violences sexuelles et du recrutement et de l'utilisation d'enfants dans le conflit armé. Les parties doivent cesser immédiatement ces violations et les auteurs doivent être tenus de rendre des comptes.

Nous nous félicitons des efforts diplomatiques inlassables visant à mettre fin à la guerre, notamment ceux déployés par l'Envoyé spécial Griffiths, l'Envoyé spécial des États-Unis Lenderking, le Sultanat d'Oman et le groupe P5+4 (réunissant les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne, la Suède, le Koweït et l'Union européenne), qui se sont réunis au début de cette semaine. Nous saluons également la récente annonce du Royaume d'Arabie saoudite concernant les moyens de mettre fin à la crise.

Nous engageons toutes les parties à coopérer avec l'Envoyé spécial et à convenir d'un cessez-le-feu immédiat afin d'entamer un processus politique inclusif, avec la participation des femmes et des jeunes.

Annexe V**Déclaration de M. Nicolas de Rivière, Représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : français]

Je remercie M. Griffiths et M. Lowcock pour leurs interventions et je tiens à leur réitérer le plein soutien de la France.

Il est grand temps pour les houthistes de faire la paix au Yémen. Ils doivent immédiatement mettre fin à leur offensive contre Mareb, qui abrite des millions de civils. Les attaques contre l'Arabie saoudite doivent également cesser.

Il existe une opportunité de mettre un terme, par la diplomatie, à six années de guerre. Nous saluons les efforts diplomatiques des États-Unis et d'Oman, ainsi que l'annonce du 22 mars par l'Arabie saoudite. Les parties yéménites, et notamment les houthistes, doivent saisir cette opportunité. Elles doivent sans plus tarder s'engager dans des discussions constructives et de bonne foi avec l'Envoyé spécial du Secrétaire général.

Les éléments d'un plan de paix sont bien connus. Il est donc temps de conclure sans délai, ni préconditions, un accord de cessez-le-feu sur tout le territoire yéménite ; d'ouvrir les ports et les aéroports pour permettre l'approvisionnement humanitaire et commercial ; et, enfin, d'entamer des négociations politiques crédibles, sous l'égide des Nations Unies.

Il ne peut y avoir qu'une issue politique. Celle-ci devra être globale et inclusive, et garantir la souveraineté et l'intégrité territoriale du Yémen, en cohérence avec l'Accord de Riyad.

Pour asseoir une paix durable, nous devons lutter contre l'impunité au Yémen. Nous sommes très préoccupés par le recrutement d'enfants dans les affrontements à Mareb. Les conclusions du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés doivent être pleinement mises en œuvre.

Nous devons aussi éviter une catastrophe écologique, qui représenterait un désastre humain et économique pour le Yémen et, plus largement, pour la région. Les houthistes en seront responsables s'ils ne permettent pas immédiatement à la mission d'évaluation des Nations Unies d'accéder au pétrolier *FSO SAFER*. Nous leur demandons d'agir avec responsabilité et pour la population yéménite.

La nouvelle vague de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) est extrêmement préoccupante. Il est essentiel d'accélérer la campagne de vaccination, grâce au Mécanisme COVAX, et de permettre un accès équitable au vaccin.

Le risque de famine continue chaque jour à s'accroître. Dans ce contexte, il est plus que jamais essentiel de garantir un plein accès humanitaire à l'ensemble des personnes dans le besoin, particulièrement dans les zones contrôlées par les houthistes.

Enfin, nous ne le répéterons jamais assez : même la guerre a ses règles. Le droit international humanitaire doit être respecté par tous. Je pense notamment à la protection des civils. Les violations du droit international humanitaire ne resteront pas impunies.

Vous pouvez compter sur la France pour rester pleinement engagée et mobilisée en faveur de la paix au Yémen et pour œuvrer en faveur de la désescalade et de la mise en œuvre de mesures de confiance dans la région.

Annexe VI

Déclaration de M. T. S. Tirumurti, Représentant permanent de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je salue la participation de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Martin Griffiths, et du Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Mark Lowcock, et les remercie de leurs exposés sur la situation actuelle au Yémen. Je me félicite également de la participation du Représentant permanent du Yémen, l'Ambassadeur Abdullah Ali Fadhel Al-Saadi.

L'Inde, qui entretient avec le Yémen une relation de plusieurs siècles, avec des liens solides entre nos peuples, est préoccupée par l'instabilité, la violence et la souffrance au Yémen. Nous sommes également très inquiets des conséquences humanitaires de l'escalade militaire observée en ce moment à Mareb. Les combats font courir de graves risques à la large population de Mareb, qui compte notamment plus d'un million de déplacés. Nous espérons que les efforts diplomatiques en cours aboutiront rapidement pour mettre un terme aux combats.

Les informations concernant la présence croissante d'Al-Qaida à Mareb et ses attaques dans le sud du Yémen sont également très préoccupantes. Nous avons déclaré à plusieurs reprises que les groupes terroristes allaient tirer parti de l'instabilité au Yémen pour étendre leur présence dans le pays. Tout en se concentrant sur le conflit politique et militaire, le Conseil de sécurité ne doit pas négliger les menaces que les groupes terroristes font peser sur la paix et la stabilité du pays et de la région.

La durée du conflit et la détérioration de la situation économique n'ont fait qu'exacerber les souffrances du peuple yéménite. La situation humanitaire est catastrophique. Selon les prévisions, les conditions dans de nombreuses provinces, assimilables à celles d'une famine, vont aggraver la crise humanitaire dans les mois à venir. La communauté internationale doit apporter tout son appui pour éviter une famine dans le pays. Je tiens à mettre en lumière deux points importants à cet égard.

Premièrement, les organismes d'aide doivent recevoir un financement adéquat pour poursuivre leurs programmes d'aide. À défaut, ils seront contraints de réduire leur assistance ou d'y mettre fin, ce qui aurait des répercussions sur la population yéménite.

Deuxièmement, les fournitures humanitaires et commerciales ne peuvent être assujetties à d'autres questions. Les restrictions qui entravent l'acheminement au Yémen des produits de base indispensables, de même que tous les obstacles à la circulation de l'aide humanitaire sur le territoire doivent être levés. Nous nous félicitons des autorisations délivrées récemment par le Gouvernement yéménite pour que les pétroliers puissent entrer au port de Hodeïda afin de réduire la pression sur le carburant, l'accès à celui-ci et sa disponibilité au Yémen.

Nous sommes heureux que des vaccins venant d'Inde soient arrivés au Yémen le 31 mars pour contribuer à la lutte contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Toutefois, cette lutte ne sera pas efficace tant que les capacités de dépistage ne seront pas renforcées et que des informations complètes sur le nombre de cas positifs à la COVID-19, notamment dans le nord du Yémen, ne seront pas rendues disponibles en toute transparence.

Le pétrolier *FSO SAFER* est une autre source de préoccupation. Si rien n'est fait, la détérioration de l'état de ce navire pourrait déboucher sur une catastrophe écologique et maritime. Nous espérons que toutes les questions en suspens seront réglées d'urgence et qu'Ansar Allah permettra rapidement aux Nations Unies

d'accéder au navire pour effectuer l'inspection et les réparations nécessaires sans plus tarder.

La seule manière de mettre fin à la crise au Yémen passe par une paix durable et sans exclusive. Les récentes initiatives diplomatiques ont créé de nouvelles possibilités. Nous saluons les efforts déployés par Oman pour faciliter le dialogue entre les principales parties prenantes en vue de trouver une solution globale au conflit au Yémen. Nous nous félicitons également de l'initiative annoncée par l'Arabie saoudite pour promouvoir la paix au Yémen.

L'Inde appuie tous les efforts visant à trouver un règlement politique inclusif et pacifique à la crise yéménite, par le biais de négociations dirigées et prises en main par les Yéménites. Il est important que les femmes et les jeunes participent pleinement et sur un pied d'égalité à ces négociations. Nous demandons l'arrêt immédiat de l'offensive à Mareb et des opérations militaires en cours dans d'autres régions du Yémen, afin de créer un environnement propice à ces négociations. Nous apprécions les efforts déployés par le général de corps d'armée Abhijit Guha et par l'équipe de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda afin d'empêcher une escalade des hostilités à Hodeïda. Nous espérons que toutes les parties au Yémen s'engageront dans un dialogue empreint de bonne foi avec l'Envoyé spécial et qu'elles rejoindront sans délai la table des négociations pour mettre fin au conflit.

Pour terminer, je tiens à réaffirmer le ferme attachement de l'Inde à l'unité, la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale du Yémen. Nous espérons qu'une paix pérenne sera bientôt rétablie au Yémen.

Annexe VII

Déclaration de M^{me} Geraldine Byrne Nason, Représentante permanente de l'Irlande auprès de l'Organisation des Nations Unies

Comme d'autres l'ont fait, je voudrais présenter nos meilleurs vœux pour le mois sacré de ramadan. Je remercie également Martin Griffiths et Mark Lowcock de leurs exposés et de la franchise avec laquelle ils se sont encore une fois exprimés aujourd'hui.

Chaque fois que nous abordons ce sujet, nous le disons et nous le pensons : le terrible conflit au Yémen continue de causer une souffrance inimaginable. Cependant, comme Mark l'a souligné tout à l'heure, tant que nous n'aurons par mis un terme aux combats, nous ne pourrons mettre fin à la souffrance.

Nous demandons instamment que l'on appuie tous les efforts visant à mettre un terme à ce conflit. L'Irlande constate avec satisfaction que le dialogue se poursuit entre les parties au conflit et qu'il a été renforcé grâce à l'intensification récente des efforts diplomatiques des acteurs internationaux et régionaux, mais aussi au dévouement inlassable et à la résilience de l'Envoyé spécial, M. Griffiths.

Nous accueillons avec satisfaction et saluons l'initiative récente et l'engagement du Royaume d'Arabie saoudite en faveur d'un accord de paix. Nous reconnaissons également que le Sultanat d'Oman joue depuis longtemps un rôle constructif en vue de mettre un terme à ce terrible conflit. L'action de l'Envoyé spécial des États-Unis, Tim Lenderking, de l'Ambassadeur de l'Union européenne auprès du Yémen, Hans Grundberg, ainsi que d'autres envoyés, est particulièrement importante à un moment où nous espérons avoir atteint un tournant décisif.

Aujourd'hui plus que jamais, la communauté internationale et le Conseil de sécurité doivent se rallier résolument aux efforts visant à mettre fin au conflit. La fin du conflit ne saurait intervenir trop tôt pour le peuple yéménite. Comme nous l'avons entendu aujourd'hui, la souffrance humaine s'aggrave et la situation sur le terrain reste désespérée. Mareb est devenue le creuset de la reprise des hostilités et de la violence, qui a provoqué des déplacements généralisés, et nous demandons instamment qu'il soit mis fin à cette offensive.

Nous savons tous qu'il n'y a pas de solution militaire à ce conflit. Un cessez-le-feu national est urgent. Ce n'est qu'alors que l'on pourra commencer à œuvrer à un règlement politique global, avec notamment – et nous le soulignons une fois de plus – la participation pleine, véritable et sur un pied d'égalité des femmes à tous les stades du processus.

Nous sommes profondément préoccupés par la progression rapide de la maladie à coronavirus dont il a été fait état et par les informations choquantes sur le nombre élevé de morts qui en résulte.

Le système de santé yéménite est anéanti et l'économie est profondément dégradée. Dans un contexte de faim généralisée, la dévaluation du rial signifie que des millions de Yéménites ne peuvent pas s'acheter à manger. Ceux qui ne reçoivent pas de salaire n'ont aucun moyen de subvenir aux besoins de leurs familles. Les pénuries de carburant limitent le fonctionnement des écoles, des transports, des hôpitaux et d'autres infrastructures vitales.

Outre la nécessité de veiller à ce que le carburant et les vivres soient importés et acheminés vers les personnes qui en ont le plus besoin, nous savons qu'il est également capital de garantir un minimum de stabilité économique. La récente importation de carburant par le port de Hodeïda est à saluer, et nous appelons toutes

les parties à prendre d'urgence d'autres mesures pratiques qui pourraient contribuer à atténuer la souffrance du peuple yéménite.

L'instabilité du pétrolier *FSO SAFER*, dont nous parlons à chaque fois, menace toujours de déclencher une nouvelle catastrophe. Nous accueillons avec satisfaction l'annonce de pourparlers récents sur cette question, et nous appelons toutes les parties à mener rapidement à bien leurs pourparlers afin que les équipes de l'ONU, qui sont prêtes à se mobiliser, puissent avoir accès au pétrolier et procéder aux réparations nécessaires.

Je souhaite mentionner en particulier aujourd'hui le sort des enfants au Yémen, qui a fait l'objet d'une attention accrue en conséquence des récentes hostilités. Comme M. Griffiths l'a regretté cette semaine : « une génération a été perdue ». Les enfants continuent de faire l'objet de violations graves, notamment le meurtre et la mutilation, le déni d'accès humanitaire et la pratique odieuse du recrutement et de l'utilisation d'enfants soldats. Plus de 2 millions d'enfants yéménites sont déscolarisés.

Nous appelons toutes les parties au conflit à honorer leurs obligations et leurs responsabilités en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme et à prendre les mesures nécessaires pour éliminer et prévenir de telles violations. Les enfants yéménites, qui ont vécu six longues années de conflit, méritent au moins la paix et la chance d'un avenir meilleur.

Annexe VIII

Déclaration de M. Martin Kimani, Représentant permanent du Kenya auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je remercie de leurs exposés l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Martin Griffiths, et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, Mark Lowcock.

Le Kenya condamne fermement l'intensification des attaques aériennes transfrontalières des houthistes contre des installations civiles en Arabie saoudite. Nous appelons toutes les parties à s'abstenir de toute activité susceptible de compromettre les efforts de paix en cours.

Le Kenya reste profondément préoccupé par la détérioration de la situation à Mareb. La semaine dernière, nous avons constaté une augmentation du nombre de victimes. Malheureusement, cela érode toutes les avancées déjà accomplies sur la voie de la paix. Nous notons que les combats ont déplacé environ 20 000 personnes – soit 5 000 de plus depuis la dernière réunion du Conseil de sécurité (voir S/2021/266) en mars –, imposant ainsi un fardeau supplémentaire sur des efforts humanitaires et de secours qui se heurtent déjà à des contraintes.

La crise humanitaire est aggravée par la deuxième vague de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), qui se propage rapidement dans tout le Yémen. Compte tenu de la fragilité des infrastructures sanitaires, de la détérioration de l'économie et de la violence persistante, la communauté internationale doit se mobiliser et offrir des solutions pour lutter contre la COVID-19, notamment en fournissant des vaccins supplémentaires.

Le Kenya a déjà prévenu que le conflit violent était en train de créer un vide que remplissent les groupes terroristes. Les informations selon lesquelles des ex-combattants affiliés à Al-Qaida dans la péninsule arabique et à l'État islamique sont en train d'être équipés pour combattre à Mareb doivent susciter une réaction urgente. Nous condamnons l'utilisation du terrorisme à des fins politiques. Nous réitérons notre conviction que les groupes terroristes ne doivent être récompensés par aucune légitimité politique. Nous estimons que le monde se mordra les doigts d'avoir tenté d'instaurer paix et la sécurité en invitant à la table des négociations des acteurs qui ont commis des atrocités terroristes.

Nous espérons que ce point de vue sera pris au sérieux par l'Envoyé spécial Griffiths. Nous continuons d'appuyer ses efforts visant à remédier à la crise complexe au Yémen. Nous accueillons avec satisfaction les récentes initiatives des États-Unis, de l'Arabie saoudite et d'Oman qui concordent avec la tâche de l'Envoyé spécial. Nous comptons sur le Conseil de sécurité pour adopter une position unifiée afin de renforcer ces efforts et d'aider les parties à parvenir à un règlement politique pacifique. Cette solution sera le fruit d'un processus inclusif et global qui répondra aux préoccupations immédiates et à long terme de toutes les parties et mettra fin à la souffrance insupportable que subit le peuple yéménite.

Le Kenya prend note des évolutions encourageantes en ce qui concerne le pétrolier *FSO SAFER*. Nous appelons de nouveau les autorités qui gèrent le navire à accorder d'urgence un accès sans entrave à l'équipe technique de l'ONU pour lui permettre de mener une inspection et d'effectuer les réparations nécessaires afin d'écartier la menace qui pèse sur l'environnement.

Pour terminer, nous estimons qu'il est possible de parvenir à la paix au Yémen si le processus est contrôlé et dirigé par les Yéménites. Nous souhaitons un bon

ramadan à nos frères et sœurs yéménites, et nous prions pour que ce mois sacré apporte une paix et une prospérité durables aux familles yéménites.

Annexe IX**Déclaration de la Mission permanente du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : espagnol]

Tout d'abord, je remercie l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Martin Griffiths, et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Mark Lowcock, de leurs exposés.

Comme l'a noté le Secrétaire général adjoint, la situation humanitaire continue de se détériorer gravement en raison de la pandémie, de la fragilité économique et, surtout, de la prolongation inutile du conflit armé. C'est avec une profonde consternation que nous observons les conséquences croissantes de la violence sur la population civile, notamment l'augmentation du nombre de personnes déplacées, qui sont désormais plus de 4 millions. Sans une cessation des hostilités, le travail humanitaire devient presque impossible et les soins de base pour les groupes vulnérables sont difficiles.

C'est pourquoi le Mexique est très préoccupé par la poursuite de l'offensive lancée par les houthistes contre Mareb, en sus des 50 fronts de conflit ouverts et de l'escalade de la violence dans des villes telles que Hodeïda, Hajja, Sanaa, Saada, Jaouf et Taëz. Nous condamnons dans les termes les plus catégoriques les attaques lancées par les houthistes contre Mareb et diverses cibles saoudiennes. Nous exhortons Ansar Allah, ainsi que les autres parties à cesser immédiatement les hostilités et à répondre à l'appel du Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu mondial.

Nous constatons également une augmentation du nombre d'immigrants africains transitant par le Yémen et présentons nos sincères condoléances aux familles des personnes qui ont perdu la vie dans l'accident survenu cette semaine au large des côtes de Djibouti. Nous appelons Ansar Allah et le Gouvernement yéménite à garantir la protection des droits de tous les migrants.

Par ailleurs, nous saluons les aménagements réalisés par l'Organisation internationale pour les migrations dans les camps de personnes déplacées, notamment l'amélioration du réseau électrique et la création de zones pour la cuisine, la réduction de la surpopulation et le développement de la formation et de la prévention pour les résidents de ces camps.

Si nous nous félicitons que le Yémen ait reçu, le 31 mars, un premier lot de vaccins contre la maladie à coronavirus (COVID-19) grâce au Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins, il est clair que le nombre de doses est insuffisant. Nous appelons de nos vœux une livraison de lots supplémentaires dans les plus brefs délais ainsi qu'une mise en œuvre rapide et performante de la campagne de vaccination. Nous réaffirmons l'importance de la cessation des hostilités afin de contribuer à l'efficacité du travail humanitaire, notamment les soins médicaux et la vaccination.

De même, ma délégation se félicite de la récente initiative de l'Arabie saoudite et salue les efforts de médiation du Sultanat d'Oman. Le Mexique appuie tous les projets en faveur de la paix et de la stabilité au Yémen, en particulier ceux qui visent à mettre fin aux souffrances de la population. Il n'y a pas de solution militaire au conflit. C'est pourquoi nous exhortons une fois de plus les parties à participer à la négociation d'un accord politique large et inclusif, facilité par l'ONU et fondé sur la résolution 2216 (2015).

Tout en saluant les progrès accomplis dans la mise en œuvre des Accords de Riyad, nous exhortons le Gouvernement yéménite et le Conseil de transition du Sud à poursuivre l'application de mesures axées sur la consolidation et la réactivation des institutions publiques et sur les réformes en faveur de la reprise économique.

Avant de conclure, nous renouvelons l'appel urgent lancé à Ansar Allah pour qu'il autorise l'inspection immédiate du pétrolier *FSO SAFER* par des équipes de l'ONU. Comme cela a été mentionné, ce pétrolier constitue une menace environnementale, économique et humanitaire. Les répercussions d'une catastrophe de cette ampleur toucheraient non seulement les habitants de la mer Rouge, mais aussi les membres d'Ansar Allah eux-mêmes.

Enfin, au début du mois sacré de ramadan, je souhaite à tous nos amis musulmans du monde entier *Ramadan karim* : un bon ramadan.

Annexe X

Déclaration de M. Niandou Aougi, Représentant permanent adjoint du Niger auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : français]

Je voudrais remercier M. Martin Griffiths et M. Mark Lowcock pour leurs exposés sur la situation qui prévaut au Yémen.

Nous saluons également la participation du Représentant permanent du Yémen à cette réunion.

La guerre au Yémen fait maintenant rage depuis six ans et, avec elle, son lot de souffrances multiformes infligées aux populations. Les acteurs du conflit au Yémen doivent faire montre d'un sens de compromis réel et dépasser leurs intérêts particuliers pour reprendre le dialogue qui, du reste, demeure la seule voie à même de mener à une paix durable dans le pays.

Nous condamnons l'escalade des hostilités, en particulier autour de Mareb, les attaques par drones sur le territoire saoudien ainsi que le recrutement des enfants soldats par des parties à ce conflit. Ce regain d'hostilités ne fera qu'éloigner tout espoir de reprise des négociations et l'acheminement de l'assistance humanitaire aux populations dans le besoin.

Ma délégation appelle, à cet égard, les autorités yéménites à permettre la réouverture des ports et aéroports pour assurer l'entrée des produits de première nécessité et du carburant afin d'alléger les difficultés auxquelles font face les populations.

Le Niger réitère que la résolution de la crise passe inévitablement par le dialogue inclusif entre les Yéménites, avec l'appui de la communauté internationale. Nous appelons toutes les parties à œuvrer ensemble pour le retour de la paix au Yémen et pour le bien de tout son peuple.

De même, la résolution de cette crise nécessite un changement de paradigme et une approche axée sur une diplomatie nouvelle et créative de la part de l'ONU et des partenaires internationaux du Yémen.

À cet égard, mon pays accueille favorablement l'offre par le Royaume d'Arabie saoudite visant à mettre fin aux combats et à relancer le processus politique au Yémen, ainsi que les efforts de médiation d'Oman. Nous invitons les autres acteurs régionaux et les membres du Conseil ayant une influence sur les parties au conflit à ne ménager aucun effort pour accompagner les Yéménites sur le difficile, mais incontournable chemin du dialogue, de la réconciliation et de la paix.

Je voudrais, pour conclure, réaffirmer notre ferme soutien et encouragement à l'Envoyé spécial Martin Griffiths pour ses efforts en vue de rétablir le dialogue entre les parties yéménites. Nous fondons espoir que la mobilisation diplomatique qui se manifeste ces derniers temps va permettre d'enclencher une dynamique positive propice à une résolution de ce conflit qui a ravagé le Yémen et meurtri son peuple.

Annexe XI

Déclaration de M^{me} Mona Juul, Représentante permanente de la Norvège auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je remercie Martin Griffiths et Mark Lowcock de leurs exposés.

Nous sommes encouragés par les efforts que l'Envoyé spécial continue de déployer en étroite collaboration avec l'Envoyé spécial des États-Unis, M. Lenderking, et avec la participation d'acteurs régionaux tels qu'Oman et l'Arabie saoudite. Il est à espérer que cela conduira à des avancées au Yémen. Nous sommes convaincus que les processus politiques inclusifs, dans lesquels toutes les régions et toutes les parties au conflit sont représentées, sont importants pour construire une paix durable.

Cela suppose, bien entendu, la participation pleine, égale et véritable des femmes ainsi que l'adoption d'une approche du règlement des conflits qui tienne compte de la dimension de genre. La nécessité de l'inclusion doit être gardée à l'esprit dans le cadre des consultations menées actuellement par l'ONU, ainsi que lorsque les parties décideront de la composition des deux équipes de négociation.

La Norvège reste très préoccupée par l'offensive contre Mareb et par la poursuite des attaques transfrontières visant l'Arabie saoudite. Elles menacent la stabilité non seulement du Yémen, mais aussi de la région. Nous constatons également l'émergence de nouvelles lignes de front. De telles actions pourraient conduire à une grave escalade du conflit.

La situation humanitaire est toujours extrêmement préoccupante, d'autant qu'à la perspective d'une famine généralisée et d'une pénurie de carburant vient s'ajouter la deuxième vague de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) qui semble déferler actuellement sur le pays. Nous nous félicitons des récentes annonces du Gouvernement autorisant un certain nombre de pétroliers à entrer dans le port pour soulager la crise humanitaire ; mais il faut prendre des mesures supplémentaires. Toutes les parties doivent faciliter l'accès humanitaire et éviter d'exploiter ces questions à des fins politiques.

Les nombreux signalements de violations du droit international humanitaire, de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits, sont très préoccupants. Les récentes attaques perpétrées contre les camps de déplacés à Mareb sont épouvantables. En outre, il m'est particulièrement difficile de trouver les mots pour réagir à la poursuite des violations et exactions commises contre les enfants au Yémen. Ils se sont vu refuser l'accès à une aide humanitaire, ce qui a entraîné malnutrition et famine ; ils ont fait l'objet de meurtres et de mutilations ; et ils ont été recrutés pour servir dans les combats. De tels actes sont totalement inacceptables et doivent immédiatement prendre fin. Les responsables doivent en répondre.

L'Accord de Riyad, et la formation du nouveau Gouvernement en décembre 2020 ont marqué des étapes importantes sur la voie de la paix. Les parties à l'Accord doivent désormais travailler dans un esprit constructif pour en assurer la mise en œuvre. Nous insistons sur le fait que ceux qui ont appuyé le Gouvernement, notamment dans le sud et sur la côte ouest, doivent coopérer et unir leurs efforts. La fragmentation n'aboutira qu'à saper les perspectives de paix.

Il est important que le Conseil de sécurité reste attentif à la situation dans le sud. Et il sera important d'accompagner le Gouvernement pour qu'il soit en mesure d'assurer une bonne gouvernance et la fourniture des services de base à la population. Cela pourrait être une source d'espoir et renforcer les perspectives d'un règlement pacifique. Nous restons également préoccupés par le pétrolier *FSO SAFER*. Nous continuons d'inviter les houthistes à agir de manière constructive à cet égard.

Le mois de ramadan vient de commencer. Nous appelons toutes les parties, en particulier les houthistes, à faire preuve de clémence et de compassion en s'engageant dans un cessez-le-feu national inconditionnel et dans des pourparlers politiques. Toutes les parties doivent convenir de ces arrangements sans conditions préalables. Et il faut que toutes les parties fassent des compromis difficiles. Il est de leur devoir de prévenir l'émergence d'une famine généralisée et de mettre un terme définitif à la crise humanitaire qui ne cesse de s'aggraver.

Annexe XII

Déclaration de M. Dmitry Polyanskiy, Premier Représentant permanent adjoint de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : russe]

Nous remercions l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Martin Griffiths, et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, Mark Lowcock, d'avoir passé en revue la situation politique et humanitaire au Yémen.

Malheureusement, les tendances négatives persistent au Yémen et il n'y a pas eu de percée susceptible de nous rapprocher d'un règlement politique de la crise. Nous sommes préoccupés par la poursuite de l'escalade à Mareb, par les actions armées signalées dans d'autres régions du pays, ainsi que par les frappes visant le territoire de l'Arabie saoudite. Nous appelons une nouvelle fois les parties à rechercher des solutions politiques et diplomatiques qui permettront de régler le conflit.

Nous accueillons favorablement l'initiative de l'Arabie saoudite visant à régler cette crise de manière pacifique, en mettant fin à l'action armée, en reprenant les activités à l'aéroport international de Sanaa, en autorisant les navires humanitaires et civils à entrer dans le port de Hodeïda et en lançant, sous les auspices de l'ONU, des négociations inter-yéménites afin de définir la future structure politique du pays. Cette initiative est conforme au plan précédemment annoncé par l'Envoyé spécial Griffiths. Nous partons du principe qu'un règlement global et à long terme du conflit pourra être obtenu une fois que les intérêts de toutes les principales forces politiques au Yémen seront pris en compte.

Nous entendons continuer d'appuyer les efforts déployés dans ce sens par l'Envoyé spécial, et encourager le Président Abdrabuh Mansour Hadi Mansour et les dirigeants du mouvement Ansar Allah à s'en tenir à une approche constructive et à être prêts à faire des compromis. Nous saluons le rôle positif que jouent les États de la région, notamment Oman, dans les efforts de médiation.

Une étape importante vers la mise en œuvre de l'Accord de Riyad du 5 novembre 2019, qui vise à normaliser la situation dans le sud du Yémen, a été franchie en décembre 2020 lorsqu'un nouveau gouvernement de coalition a été formé, avec la participation de représentants du Conseil de transition du Sud. Nous espérons que la mise en œuvre de l'Accord renforcera la sûreté et la sécurité publiques et permettra de se concentrer sur les graves problèmes socioéconomiques et humanitaires que rencontre cette partie du Yémen.

Les nombreux défis humanitaires ne pourront être relevés efficacement que si des progrès sont réalisés sur le volet politique. Il s'agit notamment de lever le blocus maritime, aérien et terrestre auquel le pays est soumis, et de prendre d'urgence d'autres mesures concrètes pour améliorer la situation socioéconomique critique. La communauté internationale doit accorder une assistance ample et diverse pour lutter contre la famine et la maladie. Nous sommes préoccupés par les rapports émanant des Nations Unies selon lesquels, depuis mars 2021, le Yémen connaît une hausse de l'incidence de la maladie à coronavirus (COVID-19) et du nombre de décès connexes. D'après le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le plan de réponse humanitaire 2021 pour le Yémen n'est financé qu'à hauteur de 13 %. Dans ce contexte, nous appelons les donateurs, y compris au sein de la région, à renforcer l'appui financier nécessaire aux programmes des Nations Unies fournissant une assistance de base, notamment ceux qui veillent à la sécurité alimentaire de la population et à assurer un accès non discriminatoire à l'eau potable et aux soins médicaux.

Nous sommes convaincus que des solutions mutuellement acceptables, exemptes de toute interférence politique, peuvent également contribuer à résoudre le problème du pétrolier *FSO SAFER*.

Toute la région du golfe Persique a besoin d'une désescalade. Nous rappelons donc que les résolutions du Conseil de sécurité, qui s'y rapportent et le concept russe de sécurité collective sont propres à jeter des fondements propices aux efforts internationaux visant à stabiliser cette sous-région.

Annexe XIII

Déclaration de M^{me} Inga Rhonda King, Représentante permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je tiens à remercier l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Martin Griffiths, et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, Mark Lowcock, de leurs exposés éclairants et de leur engagement constant en faveur du peuple yéménite et d'un règlement pacifique du conflit.

Ce conflit qui s'éternise continue de priver la population yéménite de ses droits et libertés fondamentaux. Tout d'abord, Saint-Vincent-et-les Grenadines est particulièrement préoccupé par la résurgence brutale de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), avec pour toile de fond un système de soins de santé débordé et une pénurie de fournitures adéquates. Nous nous félicitons qu'une cargaison de vaccins soit arrivée fin mars grâce au Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins, car elle est indispensable à l'intervention d'urgence face à la COVID-19. Cependant, il faut faire davantage pour appuyer la lutte contre la pandémie au Yémen.

Plus largement, nous rappelons les engagements pris par les États Membres lors de la Manifestation pour les annonces de contributions qui s'est tenue en mars, et nous exhortons à décaisser rapidement les fonds promis. Nous savons que les circonstances économiques sont difficiles au niveau mondial, mais c'est l'aide financière qui permet la poursuite des activités humanitaires et qui est une question de vie ou de mort pour de nombreux Yéménites.

Nous saisissons également cette occasion pour souligner notre inquiétude face aux pénuries de carburant persistantes, qui ont une incidence négative sur les installations de santé, portent atteinte aux opérations humanitaires et exacerbent la terrible situation humanitaire. Nous demandons qu'une solution durable soit trouvée à ce problème; ce qui nécessite la levée du blocus.

En ce qui concerne les conditions de sécurité, nous condamnons la poursuite des hostilités, notamment les attaques transfrontières visant le Royaume d'Arabie saoudite. Les combats qui se poursuivent sur le territoire yéménite, notamment à Mareb, restent extrêmement préoccupants sur tous les fronts. Ils sont susceptibles de réduire à néant les progrès politiques réalisés précédemment et font peser une menace supplémentaire sur la vie de nombreux déplacés qui avaient cherché refuge à Mareb. La poursuite de ces déplacements forcés met en exergue le fait que ce sont les civils, en particulier les femmes et les enfants, qui paient le prix de ce conflit, et qu'il est urgent de lui trouver une solution durable.

Dans ce contexte tragique, la dynamique observée au sein de la communauté internationale en faveur de la fin de la guerre au Yémen est un signe positif. À cet égard, nous nous félicitons des récents échanges entre l'Envoyé des États-Unis, Tim Lenderking, et le Ministre allemand des affaires étrangères, conjointement avec l'Envoyé spécial Griffiths, et nous saluons en outre tous les efforts entrepris par la communauté internationale pour mettre fin au conflit. Ce qu'il faut désormais, c'est une volonté politique inconditionnelle, de la part de toutes les parties prenantes au Yémen et de celles qui sont liées à la situation, de mettre fin à la guerre. Cela doit commencer par un engagement inébranlable en faveur d'un cessez-le-feu à l'échelle nationale et de la reprise d'un processus politique global dirigé et pris en main par les Yéménites. Nous soulignons qu'un dialogue ouvert à tous, assorti d'une représentation et d'une participation concrètes de toutes les parties prenantes, est impératif pour une paix durable au Yémen.

Avant de conclure, nous aimerions aborder la question non résolue du pétrolier *FSO SAFER*. Nous prenons acte et nous félicitons des efforts menés pour parvenir à déployer l'équipe des Nations Unies. Le déni d'accès au pétrolier fait peser une menace pour l'environnement, l'économie et la population yéménites. La politisation de cette question amenuise les possibilités de coopération et d'instauration de la confiance, alors qu'elles sont indispensables pour réaliser des progrès concrets. Dans ce sens, nous appelons les parties à œuvrer à un compromis concret, qui place l'environnement et la population yéménite au premier plan. Lorsque l'environnement devient une victime de la guerre, cela génère dans la relation complexe entre l'humain et la nature une multitude de problèmes qui se font sentir plusieurs générations durant. Les Yéménites et leurs générations futures méritent que nous fassions en sorte de leur léguer un héritage meilleur.

Annexe XIV**Déclaration de la Mission permanente de la Tunisie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : arabe]

Je tiens à remercier l'Envoyé spécial Martin Griffiths et le Secrétaire général adjoint Mark Lowcock de leurs exposés très utiles.

Les efforts diplomatiques en cours dans la région visent à ouvrir la voie au règlement pacifique d'un conflit qui n'a fait qu'empirer et n'a apporté au Yémen que dévastation et hostilités, faisant des milliers de morts ou de blessés et des millions de déplacés, et créant ainsi la plus grande catastrophe humanitaire au monde. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a encore compliqué la situation, aggravé les souffrances du peuple yéménite et compromis les perspectives d'un règlement pacifique.

La Tunisie rappelle qu'il ne saurait y avoir de solution militaire à cette crise. L'expérience de ces dernières années, marquées par des tragédies et par des retombées dangereuses, a montré que le seul moyen d'empêcher la situation de se détériorer davantage et de mettre fin aux souffrances du peuple yéménite passe par un règlement politique fondé sur les termes de référence convenus, à savoir l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre, les textes issus de la Conférence de dialogue national et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment la résolution 2216 (2015). Un tel règlement continuera de nous échapper à moins que les parties au conflit s'engagent à un cessez-le-feu immédiat et complet, qu'elles prennent part, sérieusement et constructivement, à des négociations politiques, qu'elles s'efforcent de parvenir à un consensus et qu'elles placent les intérêts du peuple yéménite au-dessus de toute autre considération. Nous appelons toutes les parties à respecter strictement le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme.

La Tunisie appuie tous les efforts déployés au niveau international, régional et des Nations Unies pour aider à venir à bout de la crise yéménite via un règlement politique propre à mettre un terme aux souffrances du peuple yéménite et à préserver la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale du Yémen.

Dans ce contexte, la Tunisie salue une nouvelle fois l'initiative saoudienne visant à régler les différents éléments de la crise au Yémen. Cette initiative constitue un pas important vers la fin des combats et la reprise du processus politique au Yémen, et s'inscrit en conformité des efforts de l'Envoyé spécial Martin Griffiths. La Tunisie apprécie les efforts de médiation et le rôle important que joue Oman s'agissant de rapprocher les points de vue divergents et d'apaiser les tensions. Nous saluons par ailleurs les efforts de l'Envoyé des États-Unis dans la région pour appuyer un règlement politique, mettre fin aux combats et désamorcer le conflit.

La poursuite des combats à Mareb risque fort de contrecarrer les efforts visant à mettre fin à la crise et augmente la probabilité d'une nouvelle détérioration et de complications, ce qui aurait de dangereuses répercussions sur la situation humanitaire. La population de Mareb vit les déplacements massifs les plus importants observés depuis le début de la crise, alors que plus d'un million de personnes sont désormais assiégées, que leurs conditions de vie et leur santé risquent de se dégrader davantage et que leur vie même est menacée. Par ailleurs, nous condamnons une nouvelle fois les attaques répétées contre le territoire et les infrastructures civiles de l'Arabie saoudite.

Le Yémen est toujours en proie à la pire crise humanitaire au monde. Deux tiers de la population ont besoin d'une aide humanitaire pour survivre ; 16 millions de personnes risquent de souffrir de la faim cette année ; et plus de la moitié des enfants yéménites de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë. Ces chiffres alarmants soulignent à quel point la situation humanitaire au Yémen est grave, d'où la nécessité de continuer d'appuyer les efforts humanitaires et de faciliter un accès ininterrompu à l'aide pour les personnes dans le besoin.

Pour terminer, nous réitérons notre vive préoccupation face au risque que représente le pétrolier *FSO SAFER* pour la région. Nous demandons une fois de plus la facilitation de mesures propices au déploiement des experts des Nations Unies afin qu'ils s'acquittent des inspections techniques et des réparations nécessaires dans les plus brefs délais, pour éviter une catastrophe environnementale, humanitaire et économique.

Annexe XV**Déclaration de M^{me} Barbara Woodward, Représentante permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je m'associe aux autres orateurs pour présenter tous mes vœux à l'occasion du mois sacré de ramadan.

Alors que le Yémen et le monde musulman célèbrent le mois sacré de ramadan, le Yémen, comme nous l'avons entendu, est malheureusement plongé dans l'obscurité : l'obscurité d'une deuxième vague de maladie à coronavirus (COVID-19), puisque le nombre officiel de cas a doublé depuis le début de l'année et, compte tenu du manque de tests, ce n'est là que la partie émergée de l'iceberg, et l'obscurité aussi d'une famine imminente ; le peuple yéménite peut donc difficilement se permettre une nouvelle crise de la COVID-19. Nous prenons également note du témoignage de l'Envoyé spécial sur l'expérience particulière des femmes yéménites en ce moment, comme tout au long de la guerre. Nous appuyons vivement, en conséquence, le fait que les organismes des Nations Unies redoublent d'efforts pour lutter contre la COVID-19, et nous encourageons les autorités yéménites à divulguer les données pertinentes, à mettre en œuvre des mesures de suppression de l'épidémie et à autoriser l'accès au personnel international et aux fournitures.

Le Royaume-Uni appuie sans réserve l'action de l'Envoyé spécial Griffiths visant à instaurer un cessez-le-feu national et à relancer le processus politique, ce pour quoi il a présenté une vision très claire. La mobilisation accrue des États-Unis et d'Oman en faveur du processus mené par les Nations Unies est importante et bienvenue. Mais, malgré un dialogue renforcé, les houthistes poursuivent leur offensive sur Mareb, laquelle pousse des milliers de personnes au déplacement et met en danger les civils. De fait, la semaine même durant laquelle l'Arabie saoudite a publiquement réitéré son engagement en faveur d'un accord de paix, les houthistes ont lancé une attaque massive aux drones et aux missiles sur des cibles civiles en Arabie saoudite.

À l'exception notable de l'Iran, la communauté internationale a salué l'annonce saoudienne et condamné les escalades militaires des houthistes. Nous devons dire clairement qui contrarie les efforts des Nations Unies, et j'encourage toutes les parties à s'impliquer constructivement et sans conditions préalables dans les propositions des Nations Unies.

Le Royaume-Uni se félicite que de nouveaux pétroliers ravitailleurs aient été autorisés à entrer dans le port de Hodeïda. Toutefois, comme nous l'avons entendu, cela ne représente qu'environ 30 % du carburant que le port aurait dû recevoir depuis le début de l'année. Nous exhortons le Gouvernement yéménite à débloquent immédiatement tous les pétroliers ravitailleurs restants et engageons toutes les parties à collaborer constructivement à une solution durable avec l'Envoyé spécial. De graves pénuries de carburant continuent de menacer la distribution de nourriture à des millions de Yéménites dans les prochains mois, alors même que 16 millions de personnes sont menacés d'inanition. Le Royaume-Uni appelle donc les houthistes à veiller à ce que le carburant livré soit distribué en toute transparence et ne serve pas à financer l'escalade du conflit.

Enfin, le pétrolier *FSO SAFER* continue de représenter un risque grave pour le Yémen et la mer Rouge. L'incident survenu dans le canal de Suez n'a fait que souligner la fragilité des voies maritimes, et nous nous félicitons des informations récentes fournies par le Secrétaire général adjoint Lowcock. Si des discussions constructives ont eu lieu entre l'ONU et les houthistes la semaine dernière, ces derniers n'ont pas

encore accepté de faciliter la mission d'évaluation des Nations Unies. Le navire est sous le contrôle des houthistes, et la responsabilité de ce dossier repose donc sur leurs épaules. Si les houthistes ne donnent pas suite à leur volonté, comme ils l'ont affirmé, d'éviter cette crise, nous attendrons alors du Conseil de sécurité qu'il examine plus avant les mesures envisageables.

Annexe XVI

Déclaration de M^{me} Linda Thomas-Greenfield, Représentante permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je tiens à remercier les intervenants de leurs exposés instructifs. Je souhaite aujourd'hui parler de trois aspects de la situation au Yémen : nos efforts pour parvenir à un cessez-le-feu, la violence et les violations des houthistes, qui empêchent de parvenir à la paix, et la profonde crise humanitaire dans le pays.

Premièrement, la diplomatie peut, devrait et doit mettre fin à la guerre au Yémen. C'est ce que nous a dit Martin Griffiths. L'Envoyé spécial des États-Unis, Timothy Lenderking, dirige nos efforts diplomatiques et collabore étroitement avec l'ONU afin de rapprocher les parties et de mettre un terme à ce conflit. Les objectifs sont clairs : parvenir à un cessez-le-feu global dans tout le pays, rouvrir l'aéroport international de Sanaa, mettre en œuvre les dispositions financières de l'Accord de Stockholm et engager immédiatement des consultations politiques. L'Envoyé spécial Lenderking, qui est rentré fin mars d'Arabie saoudite et d'Oman, où il a tenu des réunions productives avec des hauts responsables omanais, saoudiens et yéménites, en coordination avec l'Envoyé spécial Griffiths, contribue à ces efforts. Comme il l'a souligné durant ce voyage, il faut en premier lieu que toutes les parties cessent les combats et s'engagent en faveur d'un cessez-le-feu.

Nous nous félicitons donc que l'Arabie saoudite ait annoncé le 22 mars vouloir parvenir à un cessez-le-feu et participer à des pourparlers politiques sans exclusive pour mettre fin au conflit. Nous nous félicitons également que le Gouvernement yéménite demeure attaché à parvenir à un cessez-le-feu. Nous exhortons maintenant les houthistes à répondre et à collaborer de manière productive.

Cela m'amène directement à mon deuxième point : les mesures prises à ce jour par les houthistes ne nous portent pas à croire qu'ils sont attachés au règlement pacifique du conflit. L'offensive houthiste à Mareb continue de faire des victimes yéménites, notamment parmi les personnes déplacées. Nous condamnons par ailleurs les actes de violence que commettent les houthistes contre des sites accueillant des personnes déplacées dans la périphérie de Mareb, ainsi que les attaques de drones et les tirs de missiles balistiques presque quotidiens visant l'Arabie saoudite.

Les houthistes continuent par ailleurs de se soustraire à leurs responsabilités en ce qui concerne le pétrolier *FSO SAFER* en retardant l'évaluation de son état par l'ONU et le début des réparations. Il faut que cela cesse. Depuis près de deux ans, les houthistes ne cessent de modifier les règles du jeu. Nous les appelons à autoriser cette évaluation sans plus attendre, et nous exhortons d'autres pays à faire pression sur les houthistes pour qu'ils autorisent immédiatement cette évaluation.

Le pire, c'est que les houthistes continuent de violer systématiquement les droits fondamentaux des personnes. Levi Marhabi, un juif yéménite, est injustement détenu par les houthistes du simple fait de ses convictions religieuses. Il est derrière des barreaux sans raison valable depuis plusieurs années. Sa mère est restée au Yémen, risquant sa propre vie, pour être près de lui. Elle a refusé d'abandonner son enfant. Mais il y a quelques semaines, les houthistes ont sommairement expulsé davantage de membres de la communauté juive yéménite, dont la mère de Levi. Et la douleur que ressent la famille Marhabi illustre celle d'un grand nombre de Yéménites. Nous appelons donc de nouveau les houthistes à libérer immédiatement Levi et à mettre fin à leurs violations des droits de l'homme. Nous prions par ailleurs la communauté internationale de s'associer à notre appel.

La violence a assez duré. Les violations ont assez duré. Il est temps que les houthistes répondent à la proposition d'un cessez-le-feu national. Il est temps qu'ils respectent leurs obligations en vertu du droit international humanitaire, notamment en ce qui concerne la protection des civils. Il n'y a qu'à voir ce que la poursuite du conflit inflige au pays. Le Yémen est confronté à la pire urgence humanitaire au monde. Plus de 16 millions de Yéménites, soit plus de la moitié de la population du pays, ont désespérément besoin d'une aide alimentaire. Nous prions donc toutes les parties d'autoriser la libre circulation des articles commerciaux et humanitaires, notamment le carburant, les vivres et les fournitures médicales. Et jusqu'à ce que nous parvenions à mettre fin à cette guerre, la communauté internationale devra se mobiliser pour financer les interventions humanitaires sans attendre. C'est ce que nous a dit Mark Lowcock.

Sur la question spécifique de la pénurie de carburant, nous remercions l'Arabie saoudite d'avoir annoncé une contribution de plus de 422 millions de dollars de subvention au Gouvernement de la République du Yémen, sous forme de carburant, afin que la population soit approvisionnée en électricité. Nous prions l'Arabie saoudite de veiller à ce que ce carburant soit livré aussitôt que possible. L'autorisation accordée récemment à quatre navires pétroliers dans le nord du Yémen constitue une avancée encourageante à court terme, et nous nous félicitons que le Gouvernement yéménite ait annoncé son intention d'autoriser trois navires supplémentaires. Ces mesures ne sont toutefois pas suffisantes. Nous comprenons qu'il est urgent d'acheminer du carburant par le port de Hodeïda. C'est une priorité constante dans le cadre de nos conversations avec le Gouvernement yéménite et l'Arabie saoudite. Il est néanmoins essentiel que toutes les parties, notamment les houthistes qui utilisent le carburant pour financer leur effort de guerre, autorisent l'acheminement des produits commerciaux et humanitaires vers les personnes qui en ont besoin. Autrement, l'urgence humanitaire dans les zones contrôlées par les houthistes prendra une tournure inimaginable.

Heureusement, je pense qu'une occasion réelle s'offre à nous. Nous pouvons mettre en œuvre un cessez-le-feu. Nous pouvons faire pression sur les houthistes pour qu'ils mettent fin à la violence et aux violations. Et nous pouvons remédier à la crise humanitaire. Une occasion rare se présente d'aller de l'avant. Nous devons tous nous mobiliser, et agir de concert, pour atteindre cet objectif. J'espère que nous en aurons le courage.

Eid Moubarak à tous nos collègues musulmanes et musulmans et à tous les Yéménites.

Annexe XVII

Déclaration de M. Dang Dinh Quy, Représentant permanent du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je remercie M. Martin Griffiths, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, et M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, de leurs exposés détaillés.

Il y a près de sept ans que la guerre a éclaté au Yémen. Le pays reste en proie à des combats persistants et à la crise. Nous demeurons préoccupés par les escalades militaires et les combats transfrontaliers dans certaines parties du Yémen. Il est également perturbant d'apprendre que les civils, en particulier les femmes et les enfants, continuent d'être pris pour cible.

Dans ce contexte, nous saluons les efforts déployés par l'Envoyé spécial durant ses récents voyages pour rencontrer les parties concernées afin de promouvoir le processus de paix facilité par l'ONU, qui prévoit un cessez-le-feu national, la réouverture de l'aéroport de Sanaa et la facilitation des opérations dans le port de Hodeïda. Comme lui, nous appelons la communauté internationale à appuyer pleinement un règlement politique global au Yémen à ce moment critique.

Nous saluons également tous les efforts que consentent les pays de la région, notamment les récentes activités de médiation du Sultanat d'Oman, pour promouvoir un processus politique inclusif sous les auspices de l'ONU en vue de mettre fin au conflit de façon globale et durable. Nous soulignons qu'il importe de garantir la cohérence entre ces contributions et les efforts constants de l'Envoyé spécial Griffiths. Nous exhortons les parties concernées à cesser immédiatement toutes les hostilités et à relancer le processus politique sans plus tarder. Nous demandons aux parties au conflit de cesser d'attaquer les infrastructures et les quartiers civils et de protéger les plus vulnérables.

La situation humanitaire désespérée au Yémen, après sept longues années de conflit, est marquée par d'autres problèmes considérables, notamment la crise économique, les pénuries de carburant, l'insécurité alimentaire et la perspective d'une famine à grande échelle. Les Yéménites ont un accès limité aux vivres, aux médicaments et aux services essentiels, et on s'attend à ce que 16,2 millions de personnes souffrent de la faim en 2021. Quatre millions de Yéménites ont été déplacés. Plus de 2 millions d'enfants n'ont pas la possibilité d'aller à l'école. Le prix du carburant a doublé ou triplé dans certaines régions en raison de graves pénuries.

En outre, la récente deuxième vague de la pandémie de maladie à coronavirus a frappé le pays et fait grimper le nombre d'infections et de morts. Les entraves à l'accès des travailleurs humanitaires n'ont fait qu'exacerber la vulnérabilité et la situation de la population dans tout le pays. Nous sommes profondément préoccupés par ces tendances prolongées.

En conséquence, nous engageons de nouveau toutes les parties à accorder un accès humanitaire rapide, sûr et sans entrave au Yémen et à y faciliter les opérations humanitaires. Il est également nécessaire de régler adéquatement et immédiatement la question du déficit de financement afin que l'aide humanitaire puisse être acheminée promptement aux personnes dans le besoin. Chaque jour qui passe, des Yéménites meurent. Plus vite nous agissons, plus nous sauverons de vies.

Il est encourageant d'entendre qu'Ansar Allah et l'ONU sont parvenus à un accord technique verbal sur la question du pétrolier *FSO SAFER*. Nous attendons avec impatience de voir un accord écrit afin que l'équipe de l'ONU puisse sans plus tarder

s'acquitter de son travail. Le temps presse. Nous devons empêcher une catastrophe écologique pour le Yémen et la région.

Enfin et surtout, il est impératif que les parties au conflit mettent pleinement en œuvre l'Accord de Stockholm et l'Accord de Riyad. Nous appelons également les parties à garantir une véritable participation des femmes au processus politique.

Nous saluons le travail inlassable de l'Envoyé spécial Griffiths et de l'équipe des Nations Unies et appuyons leurs propositions de paix pour le Yémen.

Annexe XVIII**Déclaration de M. Abdullah Al-Saadi, Représentant permanent du Yémen auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : arabe]

À l'entame de mon propos, je voudrais vous féliciter, Monsieur le Président, de l'accession de votre pays à la présidence du Conseil ce mois-ci et vous souhaiter plein succès dans l'accomplissement de votre mandat. Je tiens également à remercier votre prédécesseure, la Représentante permanente des États-Unis, de sa présidence fructueuse du Conseil.

Sous la houlette et la direction du Président Abdrabuh Mansour Hadi Mansour, le Gouvernement yéménite ne ménage aucun effort pour mettre fin à la guerre, alléger les souffrances des Yéménites et parvenir à une solution juste, globale et durable par le biais du processus de paix dirigé par l'ONU, sur la base des critères convenus pour une solution politique au Yémen, à savoir l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre, les résultats de la Conférence de dialogue national sans exclusive et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment la résolution 2216 (2015). Le Gouvernement réaffirme son appui aux efforts déployés par l'ONU, par l'intermédiaire de l'Envoyé spécial, Martin Griffiths, pour établir la paix au Yémen, ainsi qu'à toutes les propositions et initiatives tendant à atteindre cet objectif. Il salue l'initiative de l'Arabie saoudite dans le cadre des efforts internationaux visant à mettre fin à l'insurrection et à la guerre. Cette initiative, qui bénéficie d'un large consensus international, constitue un pas important vers la sortie de crise.

Si le Gouvernement yéménite continue de participer de manière constructive aux efforts susmentionnés en faisant de nombreuses concessions, il ne dispose pas d'un partenaire véritablement intéressé par la recherche de la paix. Les milices houthistes restent intransigeantes, rejetant publiquement toutes les initiatives et propositions visant à mettre fin à leur guerre insensée et à instaurer la paix. Elles poursuivent leur agression barbare contre la province de Mareb, attaquant les civils et les camps de personnes déplacées au moyen de missiles balistiques, de drones et d'autres armes lourdes. Plus récemment, les milices ont bombardé trois camps de personnes déplacées dans le nord de Mareb, tirant 37 obus d'artillerie et missiles, qui ont fait des dizaines de victimes, pour la plupart des femmes et des enfants. Depuis le 6 février, plus de 2400 familles ont été déplacées par ces attaques odieuses, qui défient ouvertement les appels du Conseil à mettre fin à l'agression et minent le processus de paix, sapent le processus politique dans son ensemble, mettent en danger la vie de millions de civils et provoquent une nouvelle vague de déplacements, aggravant ainsi les souffrances des Yéménites. Nous appelons le Conseil et la communauté internationale à condamner ces attaques barbares, qui contreviennent au droit international humanitaire et au droit international des droits de l'homme ; à peser de tout leur poids pour faire cesser les violations commises par les milices à l'encontre de millions de civils et de personnes déplacées ; et à prendre les mesures nécessaires pour répondre au mépris manifesté par les milices à l'égard de la communauté internationale et à leur non-respect de tout accord ou engagement souscrit, l'Accord de Stockholm étant le dernier en date.

Le Gouvernement yéménite est conscient de l'ampleur des souffrances endurées par son peuple dans la situation humanitaire actuelle et sait les défis économiques et de développement causés par la guerre injuste et prolongée menée par les milices houthistes. Afin d'atténuer ces souffrances, le Gouvernement a continué récemment – plus précisément au cours du premier trimestre de 2021 – à faciliter

l'acheminement des produits dérivés du pétrole vers les zones contrôlées par les houthistes, et ce, à un rythme normal par rapport aux deux dernières années et dans des quantités qui répondent aux besoins existants. Alors que les milices houthistes ont pillé de plus de 70 milliards de rials yéménites de recettes publiques provenant des livraisons de carburant, qu'elles ont utilisées pour financer leur effort de guerre au lieu de payer les salaires des fonctionnaires comme prévu par l'accord conclu avec l'Envoyé spécial du Secrétaire général, le Gouvernement yéménite a accordé des permis d'entrée à une quarantaine de navires via le port d'Hodeïda depuis 2020. Les droits portuaires ont été collectés et confisqués par les milices, qui ont refusé d'autoriser le bureau de l'Envoyé spécial à contrôler les recettes. Le Gouvernement a également facilité l'entrée du carburant par les ports libérés et par voie terrestre. Au cours des deux derniers jours, il a accordé à titre exceptionnel des permis d'entrée à plusieurs navires transportant des dérivés du pétrole vers le port de Hodeïda afin d'atténuer les souffrances humaines malgré la violation continue de l'Accord de Stockholm par les milices houthistes. Le pétrole importé dans les zones contrôlées par les houthistes représente environ 60 % des importations totales de pétrole au Yémen, ce qui est suffisant pour couvrir les besoins civils et humanitaires.

Le Gouvernement yéménite est déterminé à faire en sorte que les fournitures de carburant atteignent toutes les zones, en particulier celles qui sont sous le contrôle des houthistes. Toutefois, il appelle la communauté internationale et toutes les organisations internationales à exiger des milices houthistes qu'elles cessent d'exploiter la souffrance humaine à des fins politiques en créant de toutes pièces des crises et en négociant dans la foulée les produits dérivés du pétrole sur le marché noir afin de financer leur guerre contre les Yéménites. Des pressions doivent être exercées sur les milices pour qu'elles acceptent d'utiliser les recettes de ces livraisons, comme convenu avec l'Envoyé spécial, pour payer les salaires des fonctionnaires, soulageant ainsi les souffrances humaines qui sont bien réelles.

Une fois de plus, nous demandons au Conseil, par respect pour les victimes et conformément au droit international humanitaire, de veiller à ce que les auteurs de l'attaque contre l'aéroport international d'Aden répondent de leurs actes. Le Groupe d'experts doit également mener une enquête transparente et indépendante afin de faire la lumière sur le crime odieux perpétré par les milices houthistes, qui ont provoqué un incendie visant des migrants africains à Sanaa, et de traduire en justice les personnes impliquées.

Les attaques terroristes commises par les milices houthistes contre des civils, des biens civils et des installations économiques saoudiens prennent systématiquement et délibérément pour cible les ressources énergétiques et le centre névralgique de l'économie mondiale, la sécurité et la stabilité des approvisionnements en pétrole et la liberté de la navigation maritime et du commerce mondial, en violation flagrante du droit international humanitaire. Ces attaques confirment que les milices houthistes rejettent tous les efforts politiques de sortie de crise, notamment après l'annonce de l'initiative saoudienne. Elles prouvent également que l'Iran continue de dicter les décisions politiques et militaires de ces milices, qu'il utilise pour promouvoir son programme subversif consistant à semer le chaos et à saper la sécurité et la stabilité régionales. Les milices ne sont pas maîtres de leur processus décisionnel, qui dépend au contraire du régime iranien. La communauté internationale doit assumer ses responsabilités, mettre fin au comportement irresponsable de ces milices et prendre toutes les mesures nécessaires pour maintenir la sécurité et la stabilité régionales et internationales.

La détérioration de l'économie yéménite continue d'aggraver les souffrances humaines, notamment en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), dont la deuxième vague a récemment frappé de nombreuses provinces

yéménites. Nous demandons aux milices houthistes de divulguer le nombre de cas de COVID-19 dans les zones qu'elles contrôlent et appelons la communauté internationale et les organisations internationales à accroître leur soutien au Yémen pour lutter contre la pandémie. En dépit des circonstances difficiles, le Gouvernement yéménite continue de travailler pour stimuler le développement, maintenir la valeur du rial yéménite et relancer l'économie. Pour ce faire, il aura besoin d'un appui international généreux dans les domaines de l'économie et du développement ainsi que d'une augmentation des contributions au plan d'aide humanitaire. Nous apprécions vivement l'octroi par l'Arabie saoudite de 422 millions de dollars de produits dérivés du pétrole pour contribuer au fonctionnement des centrales électriques au Yémen.

Si l'état du pétrolier *FSO SAFER* continue à se détériorer et qu'aucun progrès tangible n'est réalisé, une catastrophe écologique, économique et humanitaire s'ensuivra. Des centaines de communautés vivant sur la côte de la mer Rouge au Yémen et dans les pays voisins dépendent de la pêche comme source de revenus et pour leur approvisionnement en nourriture. Le déversement de plus d'un million de barils de pétrole aurait de graves conséquences environnementales, privant ces communautés de leurs moyens de subsistance et de survie, en plus de compromettre les routes commerciales mondiales. Le moment est donc venu pour le Conseil de prendre des mesures de dissuasion strictes contre l'intransigeance et les manœuvres dilatoires des milices, afin d'éviter une catastrophe majeure. Le Conseil doit faire plus que de demander que le Groupe d'experts ait accès au pétrolier, car les milices sont restées sourdes à ces demandes.
